



Ressources sur la non-violence

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

75, square Sir-Georges-Étienne-Cartier, bureau 108, Montréal, Qc, H4C 3A1
514-504-5012 — cmv@nonviolence.ca — www.nonviolence.ca

Volume 11 > Numéro 3 >

Automne 2020



Campagne Climat : la relance

La crise du COVID-19 nous rappelle à quel point nous sommes collectivement vulnérables si nous ne sommes pas outillés pour nous mobiliser et agir efficacement. Et là nous n'osons pas réfléchir à l'éventualité d'une crise sanitaire comme celle-ci qui surviendrait en même temps que sévit une catastrophe environnementale. Un été anormal comme celui de cette année avec ses chaleurs, ses humidités et ses canicules doit pourtant nous y faire penser. La mobilisation citoyenne face aux enjeux climatiques doit reprendre avec vigueur. Une trajectoire inattendue se dessine, la lutte pour l'adaptation de nos patrimoines et pour des refuges de résilience communautaires.

Une campagne: avant tout une vision et un plan d'action

Une campagne Climat doit pouvoir faire œuvre utile : en plus de réduire les GES, améliorer les choses localement. Ce qui importe, en premier, c'est d'inspirer les gens; les motiver à poser des gestes concrets, utiles et pertinents dans leur contexte. L'idée est de sortir du modèle de fonctionnement mortifère du consumérisme qui est la cause de l'actuelle crise environnementale. Chacun doit avoir, pour sa communauté une vision et un plan d'action.

La crise COVID a mis en place des conditions particulières : la peur d'un ennemi invisible impliquant des précautions sanitaires quotidiennes ; l'incertitude quant aux capacités de continuer de répondre à nos besoins alimentaires, etc. La paralysie du modèle économique actuel et la mort de centaines de milliers de personnes âgées et vulnérables ont constitué tout un choc. Les gens pourront sortir de cette crise sanitaire avec une compréhension profonde de ce qu'est la vulnérabilité des populations et de la nécessité d'une résilience communautaire rapide et efficace. Les problématiques liées à la sécurité des personnes sont déjà multiples et se multiplieront dans un proche futur.

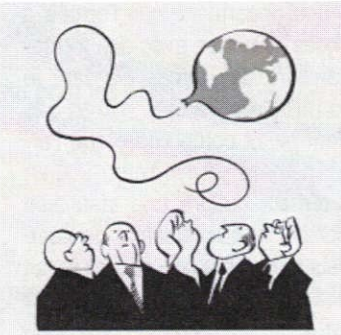
Les campagnes Climat doivent offrir des solutions pour concourir à la lutte dans le cadre de l'urgence climatique et pour améliorer des voies de sortie face à des crises inévitables qui pourraient nous atteindre en même temps. Il est sans doute question, entre autres, de revendiquer des infrastructures permettant à toutes et tous de faire face aux chocs et de revenir à la vie normale une fois la crise passée.

Développer les capacités de résilience communautaire

Nous parlons déjà dans le Bulletin V11, 1, de la Société d'État, Hydro-Québec, qui peut devenir un levier important d'incitation des communautés à la transition énergétique. Ce n'est là qu'un des moyens de mettre un des nos patrimoines au service de la cité. Un autre en est de l'utiliser avec d'autres biens patrimoniaux, notamment pour le développement de la capacité de résilience communautaire.

La crise du COVID19 nous a montré l'existence de points névralgi-

ques, l'absence de ces lieux communautaires sécurisés et surtout que en cette matière, il est mieux que les communautés ne dépendent pas des paliers centraux de gouvernements. Comme on a pu le constater le faible niveau d'autonomie et de préparation des centres pour personnes âgées et de la santé publique au Québec leur a été la plus dommageable. Nous avons été témoins de l'impossibilité d'installer



rapidement des sanatoriums fonctionnels pour isoler les personnes contaminées sur l'étendue de la grande région de Montréal. Avec les dernières canicules nous notons l'absence de refuges thermiques publics capables d'héberger les plus démunis et vulnérables. On se rappellera le défi de l'hébergement de réfugiés de la crise du verglas et ceux que posent souvent les inondations subites et prolongées.

L'économie marchande laisse présentement se détériorer un patrimoine immobilier (les églises notamment) d'une valeur communautaire et névralgique. Unanimement, les gens déplorent les négligences en termes de sauvegarde de ce patrimoine. Un chantier de relance doit remettre sur pied et solidifier ces installations centrales dans tous les villages et quartiers du Québec. Grâce à la géothermie, et branchés des micro-réseaux électriques intelligents, ces bâtiments doivent être autonomes et sécurisés du point de vue énergétique. Ils doivent devenir l'assise de l'autonomie locale et avoir les installations nécessaires à l'accueil d'un bon nombre de citoyens en difficulté en cas de désastres : méga-incendies, tornades et tempêtes, érosion de berges, crises sanitaires, canicules prolongées, montée des eaux due au réchauffement climatique, etc. Un grand nombre de citoyens n'ont pas les moyens de se prémunir contre ces multiples menaces attribuables aux aléas climatiques.

Ce qui sera demandé aux citoyens, concrètement

Une série d'actions peut être proposée aux citoyens préoccupés par les enjeux climatiques, notamment : former des comités Climats; formuler les besoins en termes de refuges; interagir avec les gestions de bâtiments patrimoniaux; organiser des activités d'information et de consultation sur les besoins en termes de refuge de résilience communautaire; impliquer les Centres de personnes âgées, les groupes sociaux, les groupes scouts, les services d'urgence; réunir des assemblées publiques de consultation, exiger des mesures immédiates de restauration des bâtiments, l'évaluation de la mise en place de services de transport électriques, etc.



L'armée britannique profite du COVID pour recruter

L'armée britannique a lancé toute sorte de publicité pour attirer les jeunes. S'appuyant sur une stratégie marketing interne, elle utilise l'idée d'appartenance nationale pour attirer les jeunes. À partir de la classe de jeunes travailleurs, elle présente la crise sanitaire actuelle comme une opportunité unique depuis la Seconde Guerre mondiale de s'enrôler dans l'armée. Le personnel militaire supérieur a, de façon répétée, utilisé les mots de référencement « In This Together » et « This is belonging » pour promouvoir le programme de recrutement militaire. Dans un tweet du 02 avril 2020, maintenant effacé, Le corps logistique royal a même admis que l'armée était « engagée à majorer sa taille pendant l'épidémie du Coronavirus ». L'officier Kevin Bingham s'est même félicité des résultats atteints par cette campagne marketing. Dans le numéro de mai de *Soldier Magazine*, une publication de l'armée britannique, il a déclaré : Le nombre de personnes que nous sommes en train d'attirer continue de croître.

La crise sanitaire est donc devenue une opportunité que l'armée a saisie pour faire la publicité des services militaires avec des formules visant à souligner l'action humanitaire des forces pendant le COVID, même si, avec ses 165 000 militaires, l'armée n'avait pas besoin d'un recrutement spécial. Il faut plutôt comprendre que l'armée qui se voyait en baisse de recrutement pour environ 9% en 2019 trouvait ici le moyen de recrutement malgré une mauvaise réputation. Les grands médias rapportent la bienfaisance de cette armée pendant le temps de crise. Mais aucun n'a osé relever le fait que les opérations militaires britanniques en Iraq et en Afghanistan sont la cause des ruptures sociales sérieuses et continues dans chacun des deux pays, en dépit du fait que ces opérations conviennent mieux avec les expertises militaires plus que les crises domestiques actuelles.

www.dailymaverick.co.za

Définancement de la police :

Montréal est parmi les villes où les citoyenNEs estiment que réduire le financement de la police est un des meilleurs moyens de mettre fin à la brutalité policière. Montréal est une des villes canadiennes où se sont dernièrement tenues ces manifestations organisées par la Coalition pour la libération (BIOPOC) pour exiger le définancement de la police. Le mot d'ordre : exiger une réduction à hauteur de 50% des budgets de la police et le réinvestissement des sommes retirées dans le soutien aux communautés autochtones et afro-canadiennes, dans le soutien aux initiatives communautaires.

Pour la coalition pro-définancement, on ferait œuvre utile en finançant les « alternatives » pour la résolution des cas où le policier n'est pas réellement l'intervenant efficace : « des services de santé mentales et des mesures de sécurité routière plus sûres », des services d'urgence communautaires « sensibles aux traumatismes pour les personnes ayant subi des violences basées sur le genre » ; des « services civils de résolution de conflits afin de remplacer les interventions policières dans les cas d'infractions mineures ». Tout un débat à bien mener. Notamment en ayant à l'esprit ce que peuvent représenter certains définancements. On déplore déjà aux États-Unis que la réduction des budgets de la police ouvre la porte aux firmes privées de « sécurité ».

Le prix Nobel Denis Mukwege sous protection des forces de l'ONU

Après sa prise de parole publique pour commenter, dénoncer la continuation des massacres de populations à l'Est de son pays, la République démocratique du Congo (RDC), le gynécologue Denis Mukwege a déclaré avoir reçu des menaces de mort.

Chirurgien spécialisé dans la réparation génitale des femmes après des viols, Denis Mukwege a aussi créé un fonds d'aide aux personnes victimes de violence sexuelle; il continue d'œuvrer sur le terrain dans des conditions d'insécurité totale dues à la concentration dans la région de milices multinationales.

En 2018, le prix Nobel lui a été décerné pour le combat qu'il mène pour soutenir les femmes, victimes silencieuses des violences qui règnent dans le pays depuis le milieu des années 1990.

Dans le compte Twitter de Mukwege, on peut lire : « Ce sont les mêmes qui continuent à tuer en RDC. Les récits macabres de Kipupu suivent le même schéma que les massacres qui sévissent en RDC depuis 1996 ».

Suite à ces menaces, le médecin est sous protection des forces de sécurité des Nations-Unies. La Mission de l'ONU pour la sécurité est déployée au Congo depuis plus de deux décennies. Selon le site ONU Info, Michelle Bachelet, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, « a appelé à une action rapide pour enquêter sur les auteurs de ces menaces avant de les traduire en justice ».

Autres sujets traités récemment
Lire les textes complets sur notre site

Pornographie : Aux origines de la culture du viol

Les témoignages de personnes qui disent avoir été victimes de harcèlement, d'agression sexuelle ou de viol se multiplient encore une fois sur les réseaux sociaux. Ce n'est probablement qu'un début. Ce phénomène à nouveau médiatisé s'apparente aux récentes vagues #AgressionNonDénoncée, en 2014, et #MoiAussi, en 2017; plusieurs lieux de pouvoir sont dénoncés. Les médias sociaux se transforment en vecteurs d'allégations, symptomatiques d'un malaise profond qui ronge notre société, affectant à la fois les relations de confiance dans différents secteurs de la vie publique aussi bien que dans la vie amoureuse des couples.

Le bucolique monde agricole

En pleine pandémie, les Québécois ont appris du Premier Ministre Legault que leur sécurité alimentaire était à risque. Les travailleurs étrangers pouvaient ne pas être au rendez-vous cette année. Les besoins en personnel dans le milieu agricole seraient immenses car l'approvisionnement mondialisé pouvait cesser. Comblés les besoins alimentaires localement serait urgent pour éviter la crise.

Cet impératif était criant, surtout dans un contexte où les autorités américaines accaparaient cavalièrement le matériel médical en pleine crise COVID. ... malgré les mielleux discours sur l'encouragement à la consommation locale, ce qui compte, c'est le bénéfice du producteur. Le monde de la production agricole n'exprime définitivement aucun intérêt pour les travailleurs québécois.

www.nonviolence.ca

Brutalité policière : Le reflet de la violence systémique ?

Depuis la naissance du mouvement *Black lives matter*, la vie des Noirs compte, les groupes antiracistes n'ont cessé de dénoncer le racisme systémique et la brutalité policière particulière à l'égard des communautés racisées. Dernièrement, c'est la mort scandaleuse de Georges Floyd qui a entraîné une nouvelle vague de protestation antiraciste aux États-Unis, le meurtre sordide étant le fait d'une arrestation policière. Les violences policières rapportées ne font que s'accumuler, incluant celles commises à l'endroit de personnes en situations de vulnérabilité. Bref, l'enjeu est récurrent, il n'en faut pas plus pour relancer le débat sur le rôle de la police dans une société démocratique et sur notre conception de la criminalité qui continue de justifier l'importance actuelle des services policiers.

Nous ne sommes pas un peuple de saints

Le mouvement *Black Lives Matter* a refait surface et souligne la teneur trop souvent raciste de la brutalité policière. Le slogan en cinq mots géants a dernièrement été peint dans la rue Sainte-Catherine, à Montréal, en guise de cri de ralliement. Un collectif d'artistes a mis la main à la pâte pour réaliser une fresque en soutien au mouvement, mais aussi – et surtout – pour tendre la main à la population, appelée à réagir. L'enjeu du racisme systémique est revenu dans les débats, pas seulement chez nos voisins étatsuniens, mais aussi chez nous, pour des raisons qui peuvent s'expliquer.

Il y a aussi peu que 50 ans, la diversité culturelle au Québec était une rareté. La différence de couleur de peau était quasi inexistante quand les structures essentielles de la société québécoise ont été mises en place. Ces structures (étatiques, sociales, politiques et syndicales) se sont érigées et quiconque, à l'aube des années 1960, avait de l'intérêt et quelques contacts pouvait s'y positionner. Un système d'éducation moderne a été mis en place et progressivement un système de dotation de postes basé sur la compétence est devenu une réalité. Mais malgré tout, nous savons tous que ce qui importe pour décrocher un emploi de qualité : les contacts, plutôt que l'expérience et le niveau d'instruction. Ne dit-on pas souvent

qu'en plus d'être bon le dossier doit parvenir « au bon endroit au bon moment » (sur le bureau de la « bonne personne »)? Et nous pourrions en dire un peu la même chose en ce qui a trait au logement.

La discrimination systémique reste donc une réalité chez nous également dans les secteurs publics aussi bien que dans le secteur privé où les dirigeants disposent d'énormes pouvoirs discrétionnaires quant à la sélection du personnel. Et ce sans parler du népotisme jugé normal de manière générale : « c'est son entreprise, libre à lui d'embaucher ses proches et amis ». Dans le secteur public, avec la culture du partenariat public-privé, le privé peut de plus en plus facilement imposer sa culture qualifiée de plus efficace. Bref, il n'est pas surprenant d'entendre parler de racisme systémique et d'accès inégal au revenu pour les gens dont l'ancrage culturel et social premier n'est pas au Québec. Sans revenu adéquat pour vivre, la pression est forte pour développer des comportements de survie, de côtoyer le monde illicite et le crime.

Cela explique pourquoi la police est souvent appelée dans des situations impliquant des populations « racisées ». Leur condition économique ne permettant pas d'avoir un revenu adéquat, un véhicule de l'année, un stationnement, une cour pour laisser jouer les enfants, elles sont généralement plus exposées. Sans espaces privés, leur vie se mène en grande partie en des lieux publics réglementés où les risques d'interpellation sont plus élevés. Si comme on peut en conclure, ce sont les mêmes qui se trouvent majoritairement exclus de la vie économique, si c'est parmi eux que la police a la chance de trouver une grande proportion de désespérés tentés de contourner les lois pour s'en sortir, il n'en faut pas plus pour que les préjugés s'installent. Ainsi un bon instructeur de services policiers n'est-il pas celui qui renseigne mieux le policier sur les groupes dont il faut se méfier?

L'omniprésence de la brutalité policière et les comportements répressifs à l'égard des minorités ethniques ne sont-ils pas le reflet d'une faible capacité de notre société à intégrer économiquement certains de ses membres?



Faire face aux violences

Nous vivons dans des sociétés obnubilées par l'idée que tout litige a un potentiel de violence et que, pour faire face à une violence, il faut une contre-violence. Dans la pensée de la majorité, en situation de crime, une violence supérieure doit être exprimée pour dissuader ou appliquer un arrêt d'agir, par un policier. Mais, on le sait, dans la majorité des cas, la violence ne règle pas la violence; le policier arrive souvent trop tard et les cas où l'utilisation d'une forme de violence ou de contrainte est nécessaire sont l'exception. On semble oublier les racines de la violence. La violence est la majorité du temps un dernier recours. Elle est le fait de personne le plus souvent en détresse sociale, économique ou psychologique. Dans bien des cas, hormis celui des crimes organisés qui font miroiter aux personnes en détresse l'espoir de s'en sortir par le crime, c'est pour en finir avec la détresse, qu'une personne exerce de la violence contre une autre, contre un groupe ou contre soi-même.

La meilleure façon d'agir est d'aborder la question sous l'angle de la prévention. La clé d'une approche préventive réside dans la mise en place de contraintes multiples aux actes de désespoir. L'analyse portant sur les assises des violences révèle des voies sûres de prévention : Un *filet social* garanti pour les individus et les familles; un bon niveau de *justice économique et d'intégration sociale*; le *contrôle de l'accès aux armes léthales*; les mécanismes de *détection avancée des crises*; une approche d'*intervention communautaire rapide*; le renforcement des *enquêtes et d'interventions préventives*, des services de *soutien aux victimes et agresseurs*, le *soutien psychologique universel et gratuit*, etc. (Lire le texte plus détaillé à www.nonviolence.ca)

Normand Beaudet

Mobilisation climatique

La crise sanitaire due à la pandémie du COVID-19 a mis, de manière assez abrupte, un frein à la mobilisation citoyenne québécoise dans le cadre de la Campagne pour le climat. Comme pour l'ensemble des activités nécessitant assemblées, consultations, actions solidaires, la Campagne Climat est en mode relance en dépit des signes de nouvelles vagues d'éclosion à travers le monde. De nombreuses rencontres de travail ont présentement lieu, et des voies de mobilisation se dessinent.

Les mouvements étudiants et jeunesse s'activent à exiger des gouvernements la mise au jour et l'adoption d'un plan crédible de luttes pour faire face aux défis climatiques étant donné le contexte actuel d'urgence reconnu. Le mouvement "La Planète s'invite...", notamment, évalue présentement les voies et moyens pour l'organisation d'une grève sociale pour faire bouger les choses.

De son côté, l'équipe de travail de la Déclaration d'Urgence Climatique a les yeux tournés vers des pistes de solution au problème de la réduction des GES. Elle continue de mettre de l'avant le recours à des outils de lutte du domaine patrimonial pour la réduction du carbone et pour la résilience face aux chocs tant climatiques que sanitaires. Les regards d'un bon nombre d'organisations convergent vers le CRNV sollicité pour le développement d'une stratégie de lutte non-violente.

Projet GNL-Québec

Comme ce fut le cas lors de l'opposition au méga projet d'oléoduc Énergie-Est par des groupes citoyens sur la rive-nord de Montréal, le CRNV a été sollicité pour aider à l'élaboration d'une stratégie d'opposition au projet Gaz naturel liquéfié du Québec (GNL-Québec). Plusieurs rencontres de travail ont eu lieu et, en collaboration avec le groupe de mobilisation citoyenne (G-MOB), des documents vidéo ont été produits. Le projet GNL représente un méga

investissement provenant des États-Unis de dizaines de milliards de dollars afin de construire un gazoduc et une usine de liquéfaction du gaz de schiste à des fins d'exportation. Comme voie d'acheminement, le conduit est destiné à connecter le réseau de gaz du nord de l'Ontario à l'usine de Saguenay en passant par l'Abitibi. Le gaz naturel liquéfié est générateur de méthane, un puissant gaz à effet de serre, et le fait qu'il provienne essentiellement de l'industrie de la fracturation hydraulique en font une initiative particulièrement destructrice.

Commémoration de l'œuvre de Pierre Bisillon

Dans le dernier numéro de notre bulletin, nous avons annoncé le décès de Pierre Bisillon, un des membres fondateurs du Centre de ressources sur la non-violence au tout début de la crise sanitaire due au Coronavirus. Selon les sources franciscaines, c'est une crise cardiaque qui a emporté le prêtre nonagénaire. La communauté franciscaine de Montréal nous a appris qu'un événement de commémoration se tiendra finalement le 04 octobre 2020, jour de la Saint-François. Ce sera l'occasion de commémorer son œuvre. À l'interne, les Franciscains ont par ailleurs organisé le 5 septembre un service pour Pierre et trois autres membres de leur communauté décédés récemment. Pour l'événement du 4 octobre, les membres du CRNV sont conviés à prendre contact avec notre coordination pour les détails de la célébration. Les personnes qui le veulent sont invitées à faire un témoignage (texte, souvenir, photo, dessin, chanson...). Pour s'assurer d'organiser la salle de façon sécuritaire, les organisateurs demandent aux personnes intéressées à participer de s'annoncer à l'avance.

Fonds Dominique Boisvert

C'est avec grande reconnaissance que nous avons accepté une contribution financière importante de Dominique Boisvert,

militant de longue date pour la justice sociale, la simplicité volontaire et la non-violence. Suivant un plan d'allocation que nous lui avons fait parvenir et dont il s'est réjoui, sa contribution sert à mettre en évidence son œuvre écrite de même que les travaux de plusieurs autres personnes ayant contribué à l'avancement de la cause de la non-violence au Québec. Au cours des prochaines semaines, en visitant notre site nonviolence.ca, il sera possible d'ouvrir sous la rubrique Artisans de la non-violence un lien menant vers les œuvres des Artisans québécois parmi lesquels Dominique Boisvert.

Journées de la Paix

Selon l'esprit de l'Assemblée générale des Nations-Unies qui les a décidées, les Journées internationales de la Paix sont l'occasion « d'informer le grand public sur des thèmes liés à des enjeux majeurs comme les droits fondamentaux, le développement durable ou la santé ».

Le Centre co-organise avec les Journées de la paix du Réseau pour la paix et l'harmonie sociale deux conférences en ligne dont les titres sont respectivement :

« Protéger les plus vulnérables face aux crises environnementales : quelques gestes solidaires » (pour le 21 septembre) et « Mémoire de nos luttes pour l'abolition de l'esclavage » (pour le 02 octobre). Ces activités sont déjà sur le site web

<https://journeesdelapaix.com/evenements/>. Elles sont également annoncées dans les pages Facebook du CRNV et celles d'Anthropen.

Petit rappel

En visitant nos pages web, vous pouvez faire un don mensuel. Il suffit de cliquer sur le logo Canadon.

FAITES UN DON

alimenté par
canadon.org

Le Centre de ressources sur la non-violence est un centre d'action, de formation et d'information pour la promotion de la non-violence. Celle-ci est une façon de vivre et de lutter dont la force et l'efficacité sont illustrés par les différents champs d'action du Centre.

Ont collaboré à ce numéro:

Normand Beaudet, Gerry Pascal, Shimbi Katchelewa, Alexandre Vidal
La reproduction totale ou partielle des informations et articles contenus dans ce bulletin est fortement encouragée... si la source est bien indiquée.